

JEAN-MARC BOURQUIN

Socialisme Monarchique



LES HORIZONS NOUVEAUX

~~157, Rue du Faubourg-Saint-Denis, PARIS (10^e)~~

51 rue Molitor

11^e Mille

SOCIALISME MONARCHIQUE

*Conférence faite à Paris, Salle des
Sociétés Savantes, le 16 Novembre 1944
et Salle Wagram, le 7 Février 1945,
par M^e Jean-Marc BOURQUIN,
Président du Mouvement Socialiste-
Monarchique.*

Mesdames, Messieurs, mes chers Amis,

En 1936, alors que j'étais candidat indépendant aux élections législatives, j'avais quelque peu bousculé les usages électoraux en situant ainsi ma position politique : « Ni à gauche, ni à droite, En Avant ». J'entendais par là : la politique partisane est un mal ; aucun parti n'a le monopole de l'honnêteté, puisqu'à droite comme à gauche nous avons eu des ministres de la Justice (ô douloureuse ironie !) compromis dans des scandales financiers (Raoul Péret avec Oustric, René Renoult avec Stavisky). Et surtout aucun parti n'a le monopole de la vérité : cette vérité est partout, à droite, chez ceux qui proclament la loi suprême de l'intérêt national, au centre chez les républicains qui prêchent la liberté, à gauche chez les socialistes et communistes qui veulent plus de justice sociale. Il n'y a aucune opposition d'intérêts, aucune antinomie, aucune contradiction entre le front populaire et le front national, entre le bien national et le bien populaire, entre l'intérêt de la patrie et le bonheur du peuple. Si nous aimons tous passionnément la France, tous aussi nous voulons plus de justice sociale. Dans ces conditions, au lieu de discuter d'étiquettes vaines de radical-socialiste, radical indépendant, gauche radicale, socialiste S.F.I.O., socialiste français, néo-socialiste, républicain-socialiste, socialiste-républicain, et autres billevesées, cherchons à résoudre les problèmes d'économie politique, du pain, du blé, du logement, de l'hygiène, de la salubrité publique, et surtout de paix extérieure et intérieure.

Et si j'ajoutais : « En Avant » et non pas « au plafond », comme Lamartine, car à mon humble avis les rêves, même les plus beaux, sont aussi vains que les étiquettes factices des partis. En Avant, car il faut d'abord tenir compte des faits, des réalités sociales et économiques, du progrès et de l'évolution historique.

Oh ! je ne me faisais pas beaucoup d'illusion sur mon sort électoral, je savais bien que je criais dans le désert et que je faisais un peu figure d'un Don Quichotte, mais, me souvenant de cette pensée de Pascal « Le but de l'homme n'est pas de vaincre mais de combattre », je suis sorti de cette compétition avec le sourire, la tête haute et les mains nettes, ayant conscience, quoique battu, de m'être bien battu pour une juste cause.

Malgré tout cela je suis indécrottable et ce que je pensais en 1936 je le pense encore plus intensément aujourd'hui. C'est pourquoi, après quelques années de sommeil forcé comme la plupart des français, ayant coopéré à la fondation du mouve-

ment socialiste-monarchique, j'ai mandat de faire avec vous ce soir le point de la situation présente et de vous montrer que, n'en déplaise à certains, Paris et la France ne sont pas inéluctablement, inexorablement voués au bolchevisme, car, il faut bien le dire, si nous sommes tous chaudement reconnaissants au général de Gaulle de n'avoir jamais douté des destinées de la patrie, même aux heures les plus sombres, d'avoir pendant 4 ans réchauffé l'âme meurtrie de la France, si nous sommes aussi reconnaissants aux armées russe, anglaise, américaine, à notre vaillante résistance de nous avoir débarrassés des hordes germaniques, malgré tout cela nous n'oublions pas que le gouvernement s'intitule lui-même « gouvernement provisoire », qu'en nous conviant aux urnes il nous invite à manifester notre opinion et que les alliés entendent, après la signature de la paix, laisser la France maîtresse de son destin. C'est donc pour nous un devoir d'y penser dès maintenant.

Il m'est toujours apparu que, si on réunissait autour d'une table quelques français, qu'ils soient radicaux, modérés, socialistes, communistes ou royalistes, mais tous de bonne foi, intelligents et désintéressés, ayant laissé au vestiaire leurs étiquettes politiques et surtout leurs situations sociales, ces français qui se croyaient séparés par des différences irrémédiables de situations, d'opinions et d'intérêts, mais qui ne s'étaient jamais parlé, eh bien, ces français-là se rendraient rapidement compte qu'ils étaient divisés par de simples malentendus et devraient rapidement se mettre d'accord sur tous les points essentiels. Comme le disait ce grand chef, cet administrateur hors de pair que fut Lyautey : « Il existe entre les hommes, plus souvent qu'on le croit, un dénominateur commun ».

Mais, pour bien se mettre d'accord, il faut avant tout reconnaître qu'en sociologie la perfection n'existe pas, les hommes étant imparfaits et différents, que tout est compromis entre l'idéal et la réalité, qu'il n'y a pas une vérité, mais des vérités. Il y a la vérité française, la vérité anglaise, la vérité américaine, la vérité russe; il y a aussi la vérité du XVI^e siècle, celle du XVIII^e, celle d'aujourd'hui. A chaque pays, à chaque époque sa vérité. L'absolu n'existe pas. « L'absolu, disait Hamilton, est non seulement inconnaissable, mais inconcevable ».

Vous pensez bien que, dans ces conditions, mon rôle sera ce soir très modeste : je vais me contenter, si vous le voulez bien, sous votre contrôle, d'examiner très objectivement des faits, non pas des faits politiques, mais des faits économiques et sociaux, en vous laissant le soin d'en tirer telles conclusions que vous estimerez logiques et possibles.

Les deux premiers faits que je soumets à votre appréciation sont ceux-ci : le capitalisme ou libéralisme est agonisant, pour ne pas dire mort; le socialisme, tout en ayant considérablement évolué, est en progrès constant.

Remontons, si vous le voulez bien, à l'origine du libéralisme, c'est-à-dire à la Révolution de 1789, coup d'Etat bourgeois, dit Karl Marx, et sur ce point il a entièrement raison. Cette révolution était indispensable, pour réagir contre les scandales du règne de Louis XV, pour supprimer les privilèges et les abus d'un régime vieillissant, mais les doctrinaires de la nouvelle école ont lancé des idées radicalement fausses. « Le principe fondamental de toute morale, dit Rousseau, est que l'homme est un être naturellement bon, aimant la justice et l'ordre; il n'y a pas de perversité originelle dans le cœur humain et les premiers mouvements de la nature humaine sont toujours droits ». J'aurai abondé plus tard dans le même sens : « La République c'est un grand acte de confiance dans l'humanité ».

Posant en fait que l'homme arrive au monde paré de toutes les vertus (ce qui fait sourire n'importe quelle nourrice), la République est obligée de conférer à cet homme tous les droits, toutes les licences, toutes les libertés. Liberté politique, liberté économique ensuite, et nous arrivons ainsi à la loi du 17 juin 1791, dite loi Le Chapelier, qui est à mon avis l'acte de naissance du prolétariat : L'homme est libre en tant qu'individu, c'est un atome perdu dans l'espace, il ne doit donc pas se grouper. Et cette loi supprime les corporations en interdisant formellement à tous les citoyens, à tous les entrepreneurs, à tous les ouvriers, à tous les patrons, de s'associer, de s'entraider, de s'unir. L'individu est roi, l'égoïsme est souverain, l'homme se croit merveilleusement libre.

Eh bien, je vous avoue que cette liberté généralisée et illimitée me fait un peu penser à ces voyageurs que dépouillèrent de leurs bourses, de leurs bagages et de leurs vêtements des bandits de grand chemin. Ceux-là aussi étaient libres et pouvaient marcher d'un pas égal, n'étant plus embarrassés par rien.

Mais oui, quand il n'y a plus d'autorité, le plus fort a raison du plus faible, le plus riche du plus pauvre : c'est la loi de la jungle. Le libéralisme, c'est un peu le renard libre dans le poulailler libre.

Avec une telle loi, que devient l'ouvrier ? Oh, c'est une marchandise. Simple instrument anonyme de l'argent, outil au service du capital, l'ouvrier abandonné à lui-même, incapable de se défendre, inapte à s'associer, est asservi par les employeurs. Il n'a aucune sécurité dans son emploi : dans l'établissement du contrat de travail, l'ouvrier isolé a affaire à un capital aggloméré. Il n'y a pas de débat : la fixation du salaire est arbitraire et déterminée par le degré de misère de l'ouvrier. Chaque jour, la menace du renvoi ou du licenciement peut s'abattre sur lui. Un jour ici, demain il travaille plus loin; rien ne l'attache, ne le séduit. Il n'est qu'un maillon dans une chaîne économique sans fin. C'est un nomade, un déraciné. Comment aimer son patron ? C'est un capital anonyme. Comment s'inté-

resser à son travail ? Il n'a pas d'intérêt à lutter, il sait qu'il est prolétaire et qu'il restera prolétaire. Il s'aigrit; devant ce mur doré qu'est le capital, il finit par se révolter. Sa haine s'oppose à l'égoïsme du patron, la lutte des classes est née et la révolution aussi. Les chefs révolutionnaires exploitent ce mécontentement. Comme le disait Jules Guesde : « Il ne faut pas que la condition de l'ouvrier soit améliorée, il faut au contraire qu'il ait toujours plus conscience d'être malheureux. Comment le prolétariat resterait-il révolutionnaire si la révolution était totalement désarmée et désintéressée ? »

La loi Le Chapelier a en réalité libéré, non les travailleurs, mais les capitalistes. Désormais, la bourgeoisie enrichie pourra jouir sans contrainte de sa puissance. Un seul mot d'ordre : produire de plus en plus pour gagner davantage. La féodalité des temps modernes se constitue. Seuls, les plus forts et les plus puissants demeurent debout. Les trusts ont toute facilité pour domestiquer les pouvoirs publics, corrompre le législateur, s'installer dans le parasitisme. L'Etat peut quémander l'impôt et ordonner la mobilisation générale, mais il est sans force contre les coalitions d'intérêts, les manœuvres boursières, contre les campagnes d'une presse soudoyée.

Mais, bientôt, chacun voit le besoin de se grouper, de s'entraider, de s'unir. C'est normal. Pour si rudimentaires qu'aient été les primitifs agglomérats humains, ils ont toujours été des associations. Le sauvage de Rousseau est un mythe, la société une réalité, un besoin. L'homme est un animal fait pour la société, disait Aristote. Aussi, la République est-elle obligée de faire marche arrière en nous donnant la loi de 1884 sur les syndicats. Dans l'esprit du législateur, cette loi avait pour but de préparer une réorganisation professionnelle en faisant naître et en cultivant l'esprit de solidarité; c'était un instrument de transition pour faire passer le monde du travail de l'état chaotique à l'état organique ou professionnel; de sa nature vraie, ce n'était pas un mouvement de lutte de classes, mais de coopération et de coordination des classes, non de guerre et de révolution, mais de pacification et d'union.

Malheureusement, en fait, ce fut bien vite une arme de lutte, un moyen de résistance contre le capital. Les syndicats donnent aux ouvriers une arme pour hausser les salaires ou diminuer les heures de travail, mais ils ne leur donnent pas la sécurité dans l'avenir, la stabilité de la condition et l'élévation progressive dans la profession; ils n'apportent aucun remède à cette plaie du prolétariat, c'est-à-dire à la situation de cette masse immense des travailleurs qui vit au jour le jour, sans foyer, sans lendemain, sans moyen certain d'existence.

En face des ouvriers, les patrons s'organisent, non par devoir et esprit de solidarité, mais par intérêt et instinct de

conservation. Nous assistons alors au développement parallèle du syndicalisme ouvrier et du syndicalisme patronal, puis à la conclusion d'accords entre le capital et le travail ainsi collectivement organisés : ce sont les conventions collectives après 1936, et l'essai de charte du travail après 40.

Mais, les patrons et les bourgeois craignent la révolution et petit à petit, le Parlement jette aux ouvriers quelques os à ronger : ce sont les lois sur les accidents du travail, assurances sociales, allocations familiales, congés payés, etc., lois à tendance très nettement socialiste.

Mais, me direz-vous, qu'entendez-vous par socialisme ? Effectivement, il est très divers : il y a le socialisme de Platon, celui de Jésus, de saint Simon, Fourier, Karl Marx, Roosevelt, Salazar, Mussolini, Hitler, Lénine, Staline, etc...

Qu'est-ce que le socialisme ? demandait le président du Tribunal correctionnel devant lequel comparissait Proudhon après les journées de juin 1848. « C'est toute aspiration vers une amélioration de la société », répondit Proudhon. Mais, dans ce cas, nous sommes tous socialistes, s'exclamait le président. — C'est bien ce que je pense, remarquait tranquillement le philosophe.

Le socialisme, c'est l'anti-capitalisme, disait Werner Sombart.

Le socialisme, c'est un organisme politique sacrifiant l'individu à la société, disait l'un des disciples de Saint-Simon, Pierre Leroux.

Ces définitions étant un peu vagues, je vous proposerais la définition suivante : Le socialisme est une doctrine économique qui, par opposition au capitalisme basé sur la recherche exclusive du profit individuel, a pour but suprême l'intérêt collectif; il entend réaliser, par une organisation rationnelle, un équilibre harmonieux entre la production et la consommation, entre le capital et le travail, pour la satisfaction des besoins du plus grand nombre.

Comme vous le voyez, le socialisme, partant des principes de justice et d'équité, est foncièrement humanitaire, et, le renoncement individuel étant à la base de la société, il en arrive presque à rejoindre l'enseignement chrétien. « Aimez votre prochain comme vous-même », ce qui explique, à première vue, l'accord actuel entre certains démocrates chrétiens et les communistes.

N'est-ce pas en effet du plus pur socialisme que ces paroles du Christ : « Si tu veux être parfait, vends tous tes biens, donne l'argent aux pauvres et suis-moi... Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche de rentrer dans le royaume des cieux... Quiconque ne renonce pas à tout ce qu'il possède ne peut être mon disciple... Bienheureux les doux, bienheureux les pauvres en esprit », ce qui ne veut pas

dire les imbéciles, mais les détachés, les détachés de l'esprit de lucre et de convoitise.

Aux préceptes Jésus-Christ joint l'exemple : né dans une étable, il travaille de ses mains dans un modeste atelier jusqu'à l'âge de 30 ans; humble et doux, il se dévoue à tous ceux qui souffrent, il évangélise les ignorants et les affligés, puis, après avoir pardonné à ses bourreaux, après avoir versé jusqu'à la dernière goutte de son sang, il meurt en étendant les bras sur la croix, dans un grand geste de fraternité divine, et l'image du grand crucifié redit à tout être depuis 19 siècles avec une efficacité sublime : « Aimez-vous les uns les autres ». N'est-ce pas l'Eglise qui a proclamé l'égalité de tous les êtres humains et l'éminente dignité du travailleur comme celle de la femme ? N'est-ce pas grâce à elle si les esclaves ont été affranchis progressivement, n'est-ce pas grâce à elle et à la foi qu'elle a inspirée si ces merveilleux joyaux d'art gothique que sont nos cathédrales ont été construites. Heureux temps, dont parle La Fontaine, où le savetier chantait du matin jusqu'au soir et où le financier dormait mal. Aujourd'hui, les financiers dorment très bien, même avec quelque lourdeur de conscience. Quant aux ouvriers, ils ne chantent plus; ils se contentent de faire chanter le patron.

Ne croyez-vous pas aussi qu'il y a un socialisme plus généreux chez un saint Vincent de Paul que chez un Karl Marx, chez un homme qui a fondé avec leurs rouages essentiels ces deux institutions qui jouent un rôle si bienfaisant dans tous les états civilisés, l'assistance publique et le service de santé, que chez un homme qui a pondé d'énormes livres, indigestes et malfaisants, contenant des germes de destruction et de mort de toute société, chez un homme qui a prêché l'amour que chez un homme qui a prêché la haine ?

Mais, puisque je viens de prononcer le nom de Karl Marx, je dois vous inviter à faire avec moi une deuxième constatation : si la méthode d'observation de Marx est très judicieuse (je l'utilise au cours de cette conférence), par contre les théories énoncées dans son manifeste avec Engels préconisant la communauté des femmes, l'abolition de la famille, de la religion, de la propriété, de la patrie, sont en déclin complet.

Examinons ce qui s'est passé dans le pays élu du marxisme : la Russie. Il y eut évidemment la période révolutionnaire de 1917 à 1922 (plus de propriété privée, plus de capitalisme, plus de bourgeois), période particulièrement sanglante si l'on en croit la déclaration faite le 30 avril 1926 devant la conférence franco-soviétique par le camarade Rakhoski, ambassadeur des soviets à Paris, puisque d'après lui l'institution du bolchevisme a coûté quelques 25 millions de victimes (plus de la moitié de la population française), mais, en 1922, devant les résultats catas-

trophiques de sa politique qui amena la famine et la désorganisation de l'industrie russe, Lénine abandonna le marxisme, fit appel aux capitaux et entrepreneurs étrangers, rendit les petites entreprises à l'initiative privée et donna la liberté de vente aux paysans à charge seulement de payer un impôt en nature.

En 1934, il y eut même un retour à la propriété individuelle. Le nouveau statut permet en effet à tout paysan d'avoir un terrain d'un hectare avec une vache, 1 ou 2 veaux, 1 truie, 10 moutons ou chèvres, et des lapins et poules à volonté.

Les principes « A chacun selon ses besoins... Plus de riches, plus de miséreux » laissent bientôt place à de nouvelles inégalités. A la campagne, le salaire est progressif et basé sur la surface moissonnée avec des primes pour chaque hectare au-dessus de la moyenne. Dans les villes, le stakhanovisme, grâce à la division du travail, permet de produire de plus en plus, donne aux courageux la faculté de se surmener pendant 16 ou 17 heures par jour et fait varier les salaires de 1 à 10. Un simple ouvrier gagne 75 roubles par mois, alors que les hauts fonctionnaires et les ouvriers spécialisés en gagnent 1.500.

Ce qui frappe surtout quand on arrive en Russie (j'y suis allé en 1938), c'est une admirable discipline, un ordre parfait, une police puissamment organisée. Un français y étouffe un peu, car on a l'impression de vivre dans une énorme caserne. Le touriste n'y est pas plus libre que l'indigène, car dès son arrivée il est délesté de son appareil photographique pour être ensuite encadré par des guides féminines et des policiers qui lui imposent leurs volontés et l'épient constamment.

Pour juger sainement le problème russe, il faut se rappeler que, pour les dirigeants de la nouvelle Russie, le communisme est un simple moyen et non une fin en soi. Le but qu'ils se sont assigné est d'abord national; c'est avant tout un mouvement pan-slave. Les deux préoccupations essentielles des révolutionnaires de 1917 étaient d'abord de faire regagner à la Russie des terres son retard sur les nations occidentales pour pouvoir ensuite leur tenir tête et ensuite de rendre la Russie indépendante de l'étranger au point qu'elle puisse subvenir à ses propres besoins depuis le fer et l'or jusqu'au blé. Eh bien, pour réaliser un tel programme, ils ont compris rapidement que le marxisme était incontestablement néfaste et ils l'ont abandonné en grande partie.

Dans les autres pays, les tentatives de régime marxiste ont été encore plus timides et se sont traduites par de rapides échecs. Echec en Finlande, en Hongrie, en Autriche, en Italie, en Allemagne, échec aussi en France où Léon Blum a dû rapidement abandonner le pouvoir, en reconnaissant implicitement qu'il était impossible d'appliquer un programme socialiste en République. Le pays d'Europe, où, au cours de mes voyages, j'ai eu la plus nette impression de bonheur dans toutes les classes

de la société, de prospérité et d'homogénéité, est sans conteste les pays le plus avancé, le plus moderne, je veux nommer la Suède. Là aussi le marxisme y a été vite abandonné et remplacé par un socialisme professionnel, c'est-à-dire à l'organisation de la profession par elle-même sous l'égide du roi. Nous n'avons donc rien inventé en parlant de socialisme monarchique.

Si le marxisme a été abandonné presque partout, c'est parce que Marx s'est grossièrement trompé. Ses prophéties sont aussi fausses que ses théories. Ce n'est pas lui qui avait raison, ce n'est pas lui qu'il faut suivre pour la reconstruction du pays, mais les vieux socialistes français Saint-Simon et Fourier qui, sans se soucier d'une égalité chimérique, s'attachaient surtout à l'organisation économique. Ils avaient cent fois raison : le libéralisme a élevé les hommes à la manière des loups alors qu'il convient d'associer leur activité à la manière des abeilles, avec ces 2 cellules sociales que sont la famille et la profession.

Cette organisation économique est aussi indispensable en période de pénurie qu'en période de prospérité. Pourquoi ? mais en raison des progrès du machinisme. En voulez-vous quelques exemples : autrefois le labourage d'un acre de terrain réclamait d'un homme environ 96 heures de travail. Aujourd'hui, dans certaines exploitations industrialisées, 9 minutes, soit 1.000 fois moins de travail humain.

Aujourd'hui 1 homme remplace 20 hommes avec une machine à faire des vitres ;

1 homme remplace 54 hommes avec une machine à faire des bouteilles ;

1 homme remplace 100 hommes avec une machine à faire des cigarettes.

Comment ne pas organiser quand on sait qu'avant guerre, en raison des progrès du machinisme, on était obligé de brûler du coton au Canada, de jeter du café à la mer au Brésil, de chauffer les locos en Argentine avec du maïs, au Canada avec du blé, d'enterrer du coton, de détruire des porc et des vaches aux Etats-Unis, de faire de la colle avec du lait au Danemark, de détruire du sucre dans l'Inde, de jeter des légumes et des fruits en Californie, de jeter aux égouts des torrents de lait à Chicago, de sacrifier et mutiler les beaux vignobles français et un peu partout de mettre à la ferraille les métiers à tisser et de rejeter le poisson à la mer ?

Comment ne pas organiser et ne pas se défendre contre la concurrence étrangère, du Japon par exemple qui pouvait vendre toutes sortes de produits à des prix infimes, des soies 20 fr. le kilo à Marseille, au Maroc des bicyclettes 20 fr. pièce, et en Suisse des montres 48 fr.... le kilo ?

Comment ne pas organiser aussi, pour assurer à chacun le strict nécessaire, dans la période actuelle de pénurie qui durera encore quelque temps ?

Comment ne pas organiser enfin pour reconstruire notre pays exsangue ?

Le problème est, selon les époques, de consommer ou de produire, mais toujours de répartir.

En tous cas, il n'est plus question de laisser faire, de laisser passer. Le bien n'est pas dans l'accumulation des choses, mais dans leur ordonnance, dans l'harmonie, dans l'ordre.

L'ordre dans la production nationale est aussi nécessaire que l'ordre dans la production d'une industrie, l'ordre dans la répartition nationale est aussi nécessaire que l'ordre dans la vente d'un fonds de commerce, l'ordre dans le crédit public et privé est aussi nécessaire que l'ordre dans le carnet de dépenses d'une ménagère.

Il faut discipliner, équilibrer la production, la proportionner à la capacité d'absorption des marchés, procurer, grâce à cette discipline, du travail et du pain aux victimes du déchaînement de la technique qu'est le machinisme.

L'idéal serait même l'organisation internationale, car il ne fait pas de doute qu'après une crise de surproduction le monde a inconsciemment besoin de guerres pour détruire et créer des besoins nouveaux. Si tous les pays s'organisaient méthodiquement et économiquement, les pointes guerrières s'émousseraient d'elles-mêmes. Puisque c'est, hélas ! une utopie, tout au moins pour l'instant, puisque c'est autour de l'axe national que gravite l'action économique réelle, organisons-nous dans le cadre de la nation. Qu'importe la liberté pour l'ouvrier qui chôme, pour l'industriel dont les machines sont arrêtées, pour le commerçant au bord de la faillite, pour le paysan qui ne vend pas ses récoltes.

Est-ce à dire qu'il faille nationaliser et exproprier toutes les industries ? Non. Ce serait d'abord une entorse au droit de propriété, l'une des bases de la société, et ensuite anti-démocratique, car les actions des sociétés sont détenues par des milliers et des milliers de petits employés, de petits commerçants, de petits rentiers, notamment 2 millions 1/2 de petits porteurs d'obligations de chemins de fer.

Non. Ce qu'il faut avant tout, c'est supprimer le prolétariat, donc rejeter sans hésitation la solution russe qui généralise le prolétariat. Chez les soviets, l'Etat est le patron unique ; c'est lui qui règle tout et qui distribue mécaniquement les richesses à un troupeau de travailleurs. L'ouvrier n'est pas un travailleur émancipé, il est et reste prolétaire jusqu'à sa mort. Comme en régime capitaliste, il vend son labeur, telle une marchandise ; comme en régime capitaliste, il est exproprié et n'a aucun droit de regard et de contrôle. L'usine n'est pas à l'ouvrier, mais à l'Etat.

Il faut rejeter aussi énergiquement les solutions allemande et italienne de corporatisme étatiste qui révoltent le tempéra-

ment français, car nous ne pouvons accepter que contrôle et gestion soient sous le même bonnet, nous ne pouvons accepter que l'économie du pays soit entre les mains de l'Etat incompetent et tyrannique, entre les mains de deux millions de bureaucrates.

Non. Il faut que la profession s'organise elle-même, sous le contrôle de l'Etat. C'est le seul moyen d'émanciper les travailleurs : ils ne seraient évidemment pas propriétaires des instruments de travail qui appartiennent au capital, mais ils auraient la co-propriété des produits de leur travail, ils seraient intéressés aux bénéfices, de la même façon que, dans un ménage, les époux restent personnellement propriétaires de tout ce qu'ils apportent en mariage, mais se partagent les bénéfices de la communauté. La récolte aux paysans, le poisson aux pêcheurs, la mine aux mineurs : tel est le socialisme professionnel. Les ouvriers travailleraient vraiment chez eux et non chez l'Etat, comme l'ouvrier soviétique, ou chez un capitalisme anonyme, inhumain et insaisissable comme en régime libéral. Ils ne seraient plus des salariés, mais des associés constituant avec le capital, les techniciens et les dirigeants, une véritable communauté, et c'est cette communauté qui organiserait les conditions du travail, fixerait les salaires, les prix de revient et de vente, réglerait les questions d'accidents du travail, d'assurance sociale, d'allocations familiales, de repos, de congés, de logement, secourrait les chômeurs, etc. Ce serait une association complète du travail et du capital. Plus d'organisations révolutionnaires, plus d'oppositions systématiques entre patrons et ouvriers, mais une loyale coopération au sein du groupement professionnel sous l'égide du métier source de concorde. Plus de lutte des classes, mais à l'intérieur de chaque profession coopération des classes, à l'intérieur de l'Etat coopération des professions, seuls moyens de ramener la paix sociale et de forger une véritable unité française.

Le communisme et le socialisme professionnel ont en réalité deux conceptions différentes sur la société, l'une matérialiste et mécanique, donc inhumaine, l'autre vivante et organique, donc très humaine. Pour le communisme, la société est une cohue d'atomes individuels plus ou moins bien agencés par la main de fer de l'Etat, un mécanisme de rouages qui s'engrènent les uns dans les autres et qui obéissent à l'impulsion d'un moteur central : les hommes deviennent de véritables robots. Pour le socialisme professionnel, c'est un ensemble de groupes vivants, lumineusement coordonnés en vue de la fin générale, ayant chacun sa fonction propre et son autonomie relative.

Il y a cependant un inconvénient à ce socialisme professionnel : c'est que des castes et des clans peuvent se former, c'est que des professions puissantes peuvent se dresser contre l'Etat, et constituer des Etats dans l'Etat. Pour y remédier, il est donc

absolument indispensable d'établir un lien de coordination entre elles, il faut les diriger, il faut équilibrer et harmoniser les forces adverses dans l'intérêt supérieur de la patrie, défendre les intérêts particuliers et collectifs seulement en tant qu'ils s'accordent avec l'intérêt général et, pour cela, il faut qu'une des deux chambres de députés soit une chambre professionnelle et surtout il est indispensable d'avoir en politique un pouvoir central, un gouvernement fort et stable.

Mais oui, soyons logiques : si l'ordre est nécessaire dans l'économie politique, dans le règlement de toutes les questions sociales, il faut aussi de l'ordre dans l'Etat. Oh, pas la dictature, la tyrannie, l'oppression, pas de nazisme, pas de fascisme, mais un pouvoir central fort, stable, essentiellement national, maître de sa monnaie, capable de contrôler l'économie et la finance, donc pleinement indépendant, n'étant à la remorque ni d'une puissance étrangère, ni des forces économiques et financières (cartels, trusts et banques), ni d'un groupe ou d'un parti politique : un arbitre suprême, à la fois élément fédérateur et conciliateur, médiateur, honnête et respecté.

Gouverner, ce n'est pas laisser faire, laisser passer, non, c'est protéger, favoriser, promouvoir les uns, contenir les autres dans un juste équilibre et finalement combattre et même détruire les spéculations nuisibles à la prospérité et à la moralité publiques.

Mais j'ai l'impression d'enfoncer en ce moment une porte ouverte, car personne ne contredit plus aujourd'hui de tels principes. Tout le monde est d'accord pour réclamer de l'ordre, de l'autorité. On préconise même une République autoritaire. Est-elle possible ? Je vous avoue que je suis un peu sceptique, car, songeant à ce qui se passait avant guerre, république est synonyme d'instabilité, les députés qui sont des hommes n'ayant qu'une préoccupation, être ministre, et, pour cela, renverser le gouvernement.

Et puis, les principes que l'on veut restaurer de liberté, égalité, fraternité sont faux et contraires à la nature des choses. L'inégalité est dans la nature, au point de vue physique, intellectuel et moral. Tout ce qu'on peut faire c'est de tâcher d'atténuer au profit des moins favorisés les conséquences de ces inégalités regrettables. La liberté est très limitée, toutes les lois ayant pour but de combattre les mauvais instincts de l'individu, pour le bon ordre social. Si on applique intégralement ces principes, la liberté c'est la destruction de toute autorité dans la famille, l'atelier, la cité, la patrie, c'est l'anarchie. L'égalité c'est le partage des biens : plus de propriété privée. La fraternité, c'est la suppression des frontières : plus de patrie.

A la vérité, le but de 1789 était de flatter les instincts, les penchants de la nature, d'exalter les droits de l'homme sans parler de ses devoirs. Progrès, direz-vous ? Non : retour à la

barbarie. Rousseau et Diderot nous ont ramenés à l'état de nature pour justifier la république. Notre malheur est d'avoir voulu constituer la société avec la littérature des hommes d'imagination comme Voltaire, Rousseau et Diderot; au lieu d'en chercher les bases chez Descartes ou Pascal, semblables à un propriétaire qui appellerait son vernisseur ou son peintre pour construire la charpente d'un édifice.

Mais Rousseau lui-même condamnait la République en disant : « S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes ».

Et cependant, je n'hésite pas à reconnaître qu'aujourd'hui encore la majorité des Français s'attachent au mot magique de République. En réalité, ce que chérit par-dessus tout le Français, c'est la liberté, ou plus exactement des libertés. La liberté tout court n'est qu'un leurre. Est-ce que l'ouvrier a la liberté de ne pas aller à l'usine ? Est-ce que le médecin a la liberté d'attendre les malades ? Est-ce que le Français en général a la liberté de ne pas travailler ? Evidemment non. Il ne faut d'ailleurs pas que les ouvriers aient la liberté de mourir de faim devant le marchand de travail multimillionnaire, il ne faut pas que le pot de terre ait la liberté de lutter contre le pot de fer. Non, il faut un pouvoir fort pour protéger les petits, les humbles, les faibles et les déshérités de la vie. Mais, par contre, il faut que nous ayons tous la liberté de conscience, de penser, la liberté de la presse, de réunion, d'association. Ce sont précisément ces libertés que la République nous a refusées pendant longtemps parce qu'elle était avant tout anti-cléricale. En dressant les athées contre les croyants, comme elle dressait les ouvriers contre les patrons, les hommes dits de gauche contre les hommes dits de droite, elle entretenait les divisions, les querelles entre français et s'avérait incapable de faire respecter la paix sociale. Elle ne pouvait nous assurer davantage la justice sociale, et Léon Blum a dû abandonner le pouvoir, chassé par les cartels, trusts et banques, en avouant son impuissance à lutter contre eux. Que n'avait-il médité la phrase de Jaurès au congrès d'Amsterdam de 1904 : « Ce qui pèse sur l'Europe et sur le monde, ce qui pèse sur le progrès du socialisme et du prolétariat c'est l'impuissance de la démocratie-socialiste allemande ». Mais oui : pas de social-démocratie. Une social-monarchie : telle est la vérité.

Si, de par son essence, elle ne peut donner ni justice sociale, ni paix sociale, paix intérieure, la république ne nous assure pas davantage la paix extérieure. Alors que nos trois derniers rois Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe nous ont assuré une paix constante, la République est en guerre constante. Et pourtant une monarchie (j'entends par monarchie, selon l'étymologie grecque, gouvernement d'un seul), la monarchie de Clemenceau, secondée par Foch, avait gagné la guerre de 14-18. Qu'a fait de

cette victoire la République ? Elle aurait pu suivre la politique de Richelieu et démembrement l'Allemagne. Au lieu de cela, elle est allée de renonciations en renonciations, d'abandons en abandons, de faiblesses en faiblesses, elle a abandonné la rive gauche du Rhin, la Ruhr, la Rhénanie, a renoncé à toute garantie, s'est contentée d'avoir une armée défensive (en 1937 le programme du front populaire parlait même de désarmement). Puis, brusquement, en septembre 1939, sans préparation aucune, sans aviation, elle a déclaré la guerre pour... empêcher que la Pologne soit prise. (Pauvre Pologne !) Mais, comme elle n'avait pas d'armée offensive, elle n'a pu passer à l'attaque, elle n'a pu rien faire, et, après un acte platonique de déclaration de guerre, elle a attendu béatement que le teuton choisisse le moment favorable pour nous envahir et nous occuper pendant 4 ans.

Mais, direz-vous, Hitler devenait menaçant. D'accord. Mais c'est vous qui l'avez permis. Il ne fallait pas maintenir l'unité allemande, il ne fallait pas tolérer son réarmement, il ne fallait pas renoncer à vos garanties. Il fallait vous armer et n'attaquer qu'en étant fort. Mais déclarer la guerre alors qu'on ne peut pas la faire est criminel.

Mais, au fait, où y a-t-il encore une véritable république ? On ne voit partout que monarchies : gouvernements d'un seul. Avant guerre les présidents du Conseil, qu'ils appellent Doumergue, Blum ou Daladier, pour pouvoir travailler tranquillement, mettaient le Parlement en sommeil et gouvernaient avec les pleins pouvoirs, par voie de décrets-lois. Daladier faisait même plus : il déclarait la guerre sans consulter le Parlement. Aujourd'hui, le général de Gaulle légifère par ordonnances. A l'étranger, c'est presque partout le gouvernement d'un seul : Roosevelt plébiscité pour la 4^e fois, le premier ministre Churchill, Franco, Salazar, et surtout Staline, sans parler des candidats à une mort imminente, Hitler et Mussolini. L'Angleterre dirige la croisade des démocraties, mais elle garde son roi. C'est aussi un roi qui est à la tête des pays les plus modernes, Danemark, Norvège, Suède. En réalité, la démocratie est un luxe que l'on peut s'offrir quand tout va bien, quand la vie est facile. Mais, s'il y a des dangers publics, on désire l'ordre et on appelle l'autorité.

C'est bien pourquoi à l'heure actuelle personne ne veut revenir au régime d'avant guerre et que l'on parle de république autoritaire. On n'a pas encore dit ce qu'on attendait par là, mais je suppose qu'on veut un chef avec des pouvoirs très étendus. Quel chef choisir ? Cette question est évidemment plus urgente que de nommer des conseillers municipaux, car nous avons besoin d'un gouvernement stable et définitif. Nous sommes tous derrière le général de Gaulle, mais nous savons que le gouvernement provisoire s'est donné pour tâche exclusive de libérer le pays et de châtier les collaborateurs, mais qu'il n'entend pas

être le gouvernement de demain. Quel sera donc le successeur du général de Gaulle ? même si ce doit être lui-même...

Sera-ce un dictateur ? On n'en voit pas poindre à l'horizon. Et puis, la dictature est un expédient provisoire, mais que le dictateur s'appelle Alexandre, César, Napoléon, Mussolini, ou Hitler, il disparaît toujours dans la misère et le sang. C'est un régime trop contraire au tempérament français pour qu'on puisse d'ailleurs y songer sérieusement.

Faut-il faire élire le chef de l'Etat par des assemblées ? L'expérience faite depuis 1870 ne le conseille guère, car, aux élections du président de la République, le plus médiocre a toujours été choisi, et le père la Victoire Clemenceau a été battu à la présidence de la République par un candidat falot comme Deschanel. Les députés qui en général étaient de bons commis voyageurs mais non des chefs se sont toujours méfiés des personnalités de premier plan qui auraient pu leur porter ombrage.

Faut-il faire élire le chef par le suffrage universel du peuple tout entier pour 10 ans par exemple ? Cela ne me paraîtrait pas suffisant car les fruits, bons ou mauvais, d'une politique ne se découvrent souvent qu'à la longue. Il serait évidemment préférable de l'élire à vie avec faculté de choisir lui-même son successeur, ce qui assurerait de la stabilité. Je vous avoue que ce mode d'élection me paraîtrait le meilleur, car ne seraient candidats que des hommes de premier plan. Je me demande même si, à condition qu'ils le veuillent et que le gouvernement le veuille aussi, si des représentants de familles ayant régné sur la France posant leur candidature n'auraient pas plus de chances de succès qu'un Blum ou un Thorez. Si je dis cela, c'est que je pense à l'histoire de la 2^e République, en 1848. Il existait alors un homme au talent prestigieux, dont le nom est passé à la postérité pour des raisons politiques, littéraires et poétiques, il était chef du gouvernement provisoire et s'appelait Lamartine. Eh bien, à l'élection de la présidence de la République par le peuple, il a obtenu 18.000 voix contre près de 6 millions au prince Bonaparte, quelque temps avant en prison, et cette 2^e République s'est terminée par une monarchie impérialiste. Les chiffres pairs ne réussissent pas à la République... Ce qu'on peut dire de l'élection par le peuple, c'est qu'elle n'est pas logique ; l'autorité ne doit pas venir d'en bas. Ce n'est pas le subordonné qui choisit son chef. L'élève ne choisit pas son maître, le soldat son capitaine, l'ouvrier son contremaître, le fidèle son pasteur ou son curé, l'enfant son père. Dans ces conditions, il ne reste plus qu'une éventualité : le peuple de France ou des circonstances imprévisibles mais qui me paraissent dans la logique de l'évolution font revenir au pouvoir l'un des représentants des familles ayant régné sur la France.

Ils sont, à ma connaissance, deux : le prince Bonaparte et Henri d'Orléans, comte de Paris. Je n'hésite pas à écarter le

premier, car s'il représente un page glorieux de l'histoire de France il ne faut pas oublier que les deux empires se sont terminés, comme toutes les dictatures, dans la défaite et le sang. Je ne connais pas personnellement le second, mais tous ceux qui l'ont approché de près sont absolument unanimes pour dire qu'en dehors de ses qualités de père de 9 enfants (ce qui tout de même lui donnera déjà quelque autorité pour défendre la famille, cellule sociale), ce prince sportif et jeune (il a 36 ans) est en même temps un chef volontaire d'un dynamisme exceptionnel, un politique averti et un parfait honnête homme. Et puis, si le prince Bonaparte a deux règnes derrière lui, le comte de Paris, lui, en a 40. Il est l'héritier des rois qui ont fait la France ; il est l'héritier et le digne représentant de saint Louis, de Louis XI réalisateur de l'unité française, de Louis XII le père du peuple, de Henri IV qui, selon le poète, est le seul dont le peuple ait gardé la mémoire, de Louis XIII le juste, de Louis XIV le grand, le roi soleil, devant qui s'inclinait l'Europe toute entière, de tous ces rois qui ont fait de la France la reine des nations.

Mais parlons raison, et examinons très succinctement les avantages de la royauté.

L'intérêt national s'identifie avec celui de la dynastie. Comme le disait Jaurès au congrès d'Amsterdam de 1904 : « La royauté tend au bien du peuple, non par amour et par devoir, mais par égoïsme intelligent ».

Le roi, ne dépendant ni de l'élection, ni des puissances économiques et financières, est le seul régime assez stable et fort pour entreprendre des réformes profondes et durables, châtier les prévaricateurs, faire une politique continue.

Il fait appel, sans distinction de parti, à toutes les compétences, utilise tous les talents ; il s'appuie sur la famille, la religion, la propriété.

Enfin il permet seul d'éviter l'étatisme et la centralisation à outrance, en laissant toute liberté aux professions pour organiser la France économiquement et aux citoyens pour voter librement.

La grande question qui se pose est celle de savoir quelles sont les idées sociales du comte de Paris. Certains disent de lui : « Ce sera un roi socialiste » ; d'autres, « un roi démocrate, un roi de gauche ». Je vous avoue qu'aucun de ces qualificatifs ne me convient grammaticalement, car pour moi le roi est avant tout un arbitre dominant tous les partis et tous les intérêts. Mais ce que je n'hésite pas à dire, c'est qu'il sera certainement un roi révolutionnaire et un véritable ami du peuple. Son ouvrage sur le prolétariat, ses nombreuses déclarations prouvent surabondamment qu'il entend reconstruire la nation sur une base ouvrière et paysanne. Il n'oublie pas les conseils de ses

ancêtres : « Aie le cœur doux et piteux aux pauvres », disait saint Louis à son fils. « S'en prendre à mon peuple c'est s'en prendre à moi-même », disait Henri IV. Il suivra la trace des rois de France qui ont toujours lutté contre ceux qui détenaient indûment une part du pouvoir de l'Etat et contre ceux qui tyrannisaient leurs sujets. Vous vous rappelez certainement l'action menée par Louis XI contre les grands feudataires, les grands jours d'Auvergne pendant lesquels de petits tyrannaux furent jugés, punis et leurs châteaux rasés. Vous vous souvenez aussi de l'action menée par Philippe le Bel contre les puissances d'argent représentées par les Templiers, seigneurs particulièrement forts puisqu'ils possédaient plus de 9.000 manoirs, de nombreuses places fortes en Espagne et étaient assez riches pour pouvoir acheter comptant le royaume de Chypre. Vous vous rappelez l'attitude des grands féodaux à l'égard de Louis XIII enfant. Vous vous rappelez enfin l'arrestation par Louis XIV du puissant et magnifique surintendant Fouquet après un dîner de 6.000 couverts donné en son château de Vaux.

Eh bien, ce que ses prédécesseurs ont fait contre la féodalité moyenâgeuse, le roi le fera contre la féodalité moderne que sont les puissances économiques et financières, cartels et trusts, et il le fera parce qu'il sera souverain et pleinement indépendant, ayant en vue non pas l'intérêt électoral, l'intérêt de son département, de son arrondissement, de son parti, d'un groupe financier, mais l'intérêt suprême de sa patrie conforme à celui de sa famille.

La royauté est en effet un régime essentiellement national et français. La République a tué l'idée de patrie en exaltant l'individu. Et pourtant la patrie est une nécessité vitale. Dans patrie, il y a père. La patrie est la terre des pères, la terre des morts. On n'échappe pas à la solidarité des générations successives. Nous sommes tous héritiers d'un même passé. La France, c'est une communauté de conscience, d'idéal, de traditions, d'aspirations; la France c'est le souvenir des luttes entreprises, des triomphes remportés et surtout des souffrances endurées pour une cause commune. Ce qui fait le fondement de l'unité française c'est que tous les membres de la nation, depuis le plus pauvre jusqu'au plus riche, depuis le plus humble jusqu'au plus grand, depuis le plus ignorant jusqu'au plus savant, ont tous la conscience très nette qu'ils poursuivent ensemble la réalisation d'un idéal se rattachant à leur territoire. L'unité de notre âme nationale est d'autant plus forte que les luttes pour réaliser le but commun ont été plus longues et plus dures, les épreuves plus redoutables et plus prolongées, les souffrances plus aiguës et plus meurtrières, car de la France comme de l'humanité il est vrai de dire qu'elle est faite de plus de morts que de vivants.

Ce n'est pas l'avis de la République qui, en supprimant les

souvenirs du passé antérieurs à 1789, en faisant sacrifier par ses instituteurs, par ses hommes politiques, sur l'autel républicain, les plus pures traditions françaises, tue petit à petit l'esprit national.

Le régime de libéralisme issu de la Révolution fait des anti-patriotes. La liberté sans garantie du travail et de la propriété, le libre jeu de la spéculation consacrent le droit des plus forts. En face d'une oligarchie financière et parasite, on voit un peuple sans attaches à une profession organisée, sans traditions, sans idéal et sans patrimoine, ce qui arrache à un Karl Marx ce cri de révolte : « Les prolétaires n'ont pas de patrie ». A qui la faute ?

Pour rendre ses raisons au patriotisme, il faut rétablir un régime économique et social qui coordonne les efforts au lieu de les opposer, qui unisse les artisans d'une même production au lieu de les faire battre et qui rende aux plus pauvres leur part de patrimoine. Mais, pour songer à cette renaissance, il faut avoir recours à un pouvoir qui ne dépende ni des partis politiques, ni des puissances économiques, ni de la ploutocratie, ni d'une organisation internationale de travailleurs.

La royauté répond à cette préoccupation essentielle : le roi, maître d'une terre, habitué à considérer cette terre comme un bien de famille sacré, averti de ses fautes par les malheurs et les remontrances de ses sujets, capable d'attacher à son service comme une récompense les hommes les plus compétents, les esprits les plus judicieux, les plus avertis, les plus intelligents, les plus cultivés, cet homme-là, le roi, a tous les moyens de faire la fortune de la France, et c'est pourquoi la parole de Jeanne d'Arc est plus que jamais d'actualité : « Si vous voulez ceci, la restauration de la France, il faut vouloir cela, le retour de la royauté ».

Je dois cependant reconnaître qu'une objection sérieuse peut être faite à la royauté : l'hérédité. Le comte de Paris est parfait, mais les hasards de l'hérédité peuvent amener sur le trône un incapable. Pour y remédier, il pourrait être prévu que, de son vivant, le roi a la faculté de désigner pour lui succéder, après sa mort, un autre que son fils aîné. La continuité et la stabilité seraient ainsi assurées. Mais est-ce même indispensable ? car, en fait, que s'est-il passé, selon la juste parole d'Amouretti : « On nous a raconté que nos rois étaient des monstres. Il y eut parmi eux, il est vrai, des hommes faibles, peu intelligents, plusieurs médiocres, débauchés, et peut-être deux ou trois méchants; il y en eut peu qui fussent des hommes remarquables; la plupart furent des hommes d'intelligence moyenne et consciencieux. Regardez leur œuvre : c'est la France... » Pourquoi ? parce que, dès leur naissance, ils apprenaient le métier de roi. En République on apprend consciencieusement

sement tous les métiers, sauf le plus difficile, le plus grave, le plus important, celui qui consiste à avoir en mains les destinées de la France. Voyez les résultats avec un Daladier déclarant la guerre entre deux perrons ou un Briand qui, selon le mot de Clemenceau, comprenait tout, mais ne savait rien.

Le roi, lui, n'a pas besoin de génie, mais d'un très grand bon sens. Comme le disait en 1789 Mme Rolland à son mari au sujet de Louis XVI : « Ne vois-tu pas que, pour ne pas en savoir autant que toi, il faudrait qu'il fût 10 fois plus bête ».

Mais examinons, si vous le voulez bien, la façon dont la royauté pourrait fonctionner en fait.

En république, il y a théoriquement séparation des pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire. Mais c'est purement théorique, car en fait le gouvernement (pouvoir exécutif) dépend du Parlement (pouvoir législatif) et les magistrats en mal d'avancement (pouvoir judiciaire) ne font rien sans prendre leur mot d'ordre près du gouvernement, si bien qu'en réalité la France est gouvernée sans contrôle par 10.000 Comitards.

Selon nous, il faut distinguer 3 fonctions : la fonction de commandement, la fonction de représentation et la fonction d'arbitrage.

La fonction de commandement n'est pas exercée par le roi. « Le roi règne et arbitre ». Il suit seulement de très près les affaires avec son premier ministre, mais il laisse le soin aux ministres de gouverner, d'administrer et de faire les lois.

Devant l'autorité, il faut l'organe de la liberté qui est la représentation du peuple, ce qui est normal puisqu'il paie les impôts. Deux chambres peuvent être envisagées : une chambre territoriale, composée de députés représentant chacun un coin du sol français, un arrondissement par exemple, tous les hommes et toutes les femmes majeurs pouvant voter. Et une chambre professionnelle comprenant non seulement les élus des différentes professions, mais les représentants des différents corps constitués : magistrature, armée, universités, églises, etc. Aucune des deux n'aurait le pouvoir de gouverner ni de renverser le gouvernement. Cependant elles contrôleraient sérieusement la fonction de commandement car, tenant les cordons de la bourse, elles voteraient le budget, recettes, dépenses, etc. Elles donneraient des avis, émettraient des vœux, feraient des observations et critiques, proposeraient même des lois : elles auraient à peu près les mêmes fonctions que notre actuelle Assemblée consultative.

Mais il peut y avoir des conflits entre le pouvoir de commandement et le pouvoir de représentation. Et c'est à ce moment qu'intervient le roi, fonction d'arbitrage, qui est le juge suprême et décide de tout en dernier ressort. Oh, ce ne serait pas un autocrate incompétent, car il serait entouré de 3 conseils,

conseil juridique (conseil d'Etat), conseil politique (présidents des grandes assemblées, des grandes confédérations, de la Cour de Cassation, de la Cour des Comptes) et conseil technique (financiers et économistes).

Comme vous le voyez, ce serait un régime parfaitement équilibré, traditionnel en ces principes, moderne en ses institutions, un juste mélange de tradition et de nouveauté, conciliant monarchie et démocratie.

Enfin, l'intérêt capital de la monarchie c'est qu'elle serait à même de restaurer toutes les forces spirituelles et morales de notre pays. La République disait aux Français : « Vous êtes vertueux, vous êtes bons, vous avez toutes les qualités, vous pouvez donc faire tout ce qui vous plaît, pensez à vous et à vous seul ». En cultivant et développant un égoïsme anti-social, elle se suicidait elle-même, ce qui n'est que demi-mal, mais surtout, elle tuait la société française, ce qui est une catastrophe. Le roi, lui, ne dépendant pas de l'électeur, n'aura pas besoin de le flatter, et il pourra tenir un langage de chef : « Avant de penser à vos droits, vous avez des devoirs à remplir envers la société qui vous nourrit et au milieu de laquelle vous vivez : devoir familial, professionnel, social, national. Chaque homme doit travailler ; chaque femme doit s'occuper de ses enfants. L'homme qui ne travaille pas, la femme qui n'a pas d'enfants sont des inutilités sociales. Tout arbre qui ne produit pas de fruits sera coupé et jeté au feu, dit l'Evangile. De même, tout propriétaire d'un capital ne doit pas le laisser improductif. Si la propriété est un droit, elle est aussi un service, une fonction sociale. Le premier monarchiste socialiste La Tour du Pin disait à son fils : « Rappele-toi toujours que tu ne seras que l'administrateur de cette terre pour ses habitants ».

Mais oui, ce qu'il faut avant tout c'est extirper de nos cœurs le sentiment d'égoïsme et acquérir le sens social, l'esprit d'équipe, de solidarité, de renoncement même. Les époux dignes de ce nom vous diront que la plus grande volupté en amour est de s'oublier complètement pour ne penser qu'à l'objet aimé. Eh bien, il faut que les Français aiment assez passionnément leur patrie pour s'oublier complètement, pour oublier toutes les faiblesses de la bête. Il faut que les Français soient des hommes forts physiquement et moralement. Ils seront forts physiquement en faisant beaucoup de sport. Ils seront forts moralement en ayant foi en un idéal quelconque, celui de la patrie et aussi celui d'une religion, cette vieille chanson qui berce la misère humaine, selon le mot de Jaurès, n'importe quelle religion, que ce soit la religion catholique, protestante ou israélite, celle de Jésus, de Bouddha ou Mahomet, peu importe, pourvu qu'elle élève l'âme et permette d'accepter avec sérénité les disciplines et lois sociales qui tendent toutes à combattre les mauvais penchants de l'homme.

Les soviets eux-mêmes paraissent reconnaître l'utilité sociale de la religion et tendent la main aux catholiques. Sont-ils sincères ? Vraiment, je ne le crois pas et j'ai l'impression que c'est pure habileté politique, car ce que j'ai vu, de mes yeux vu, quand je suis allé en Russie, c'étaient toutes les églises de Leningrad et de Moscou transformées en musées anti-religieux. Ce n'est pas surprenant : Marx disait : « L'homme, par tout son être, est un ordre de matière que la matière seule engendre et que la matière seule limite ». Même antienne chez un marxiste français, Jules Guesde : « Nous sommes le parti du ventre ».

Eh bien, nous ne pouvons pas être de cet avis, et si la question sociale doit être résolue c'est peut-être pour que l'homme soit un peu plus gras qu'il ne l'est maintenant, mais c'est aussi et surtout pour qu'il soit plus grand.

Il y a en réalité 3 écoles irréductibles en économie sociale : celle où on considère l'homme comme une chose : c'est le capitalisme ou libéralisme ; celle où on le considère comme une bête : c'est le marxisme ou communisme ; celle où on le considère comme un frère : c'est le socialisme-monarchique. Ce qui condamne le libéralisme, c'est qu'il est une doctrine sans entrailles, une doctrine d'égoïsme glacial et mortel. Ce qui condamne le marxisme, c'est qu'il est une doctrine de haine. Ce qui fait la valeur et la fécondité de notre doctrine c'est qu'elle est une doctrine d'union, de paix sociale, de justice sociale, une doctrine d'amour. Eh bien l'égoïsme, pas plus que la haine, n'ont jamais rien fondé sur terre, ce sont des puissances de destruction. L'amour est seul une source de fécondité. Ce n'est ni l'égoïsme, ni la haine, c'est l'amour qui peut sauver la France.

Le libéralisme ayant fait son temps, il y a lieu pour notre pays de choisir entre le matérialisme communiste et notre idéalisme qu'est le socialisme monarchique.

Je n'hésite pas à vous dire ceci : En admettant même que l'évolution du communisme depuis mon voyage en Russie l'ait transformé de fond en comble, ce que je ne crois pas, si vous êtes français par toutes les fibres de votre cœur, vous ne pouvez accepter qu'une doctrine socialiste vraiment française, vous ne pouvez adhérer à un parti aux ordres de l'étranger, que ce soit Berlin, Rome, Londres, Washington ou Moscou, à un parti comme le parti communiste qui était avant guerre internationaliste, antimilitariste chez les autres, nationaliste, militariste chez lui, opportuniste avant tout parce que voyant avant tout l'intérêt de la Russie. Il suffit de suivre la courbe de sa politique en France pour s'en convaincre : avant 1935, les communistes français étaient contre la patrie. « Les prolétaires n'ont pas de patrie. Pas un sou pour le service militaire ». Après 1935, pour l'ordre, pour les catholiques à qui on tend la main, pour l'armée. Après 1938, c'est-à-dire après Munich, pour la guerre contre

l'Allemagne. Puis brusquement, en septembre 1939, contre la guerre, pour la désertion, pour le sabotage, pour l'alliance allemande. Pourquoi ? Parce que la Russie soviétique, qui avait pourtant signé avec nous, le 2 mai 1935, un pacte d'assistance mutuelle, était l'alliée de l'Allemagne. En juin 1940, pour la collaboration franco-allemande contre le général de Gaulle, contre les Alliés, toujours parce que la Russie est l'alliée de l'Allemagne. Puis, à partir de juin 1941, pour le général de Gaulle et les Alliés. Parce que désormais la Russie est en guerre avec l'Allemagne. L'intérêt français ne compte pas. Si c'est inadmissible de la part des Français, c'est logique et normal de la part des Russes : ils pensent à eux, comme pensent à eux les Allemands tantôt alliés tantôt ennemis des Russes, comme pensent à eux les Italiens, les Roumains, les Bulgares, les Hongrois, tantôt alliés puis ennemis des Allemands, comme pensent à eux les Turcs, les Suédois, les Suisses, les Portugais qui veulent rester neutres.

Ils pensent tous à eux. Faisons de même. Pensons à nous, pensons français. La France doit être gouvernée non par Londres, Washington, Berlin ou Moscou, mais par Paris.

Je vous ai parlé tout à l'heure de mon voyage en Russie : j'y ai assisté notamment à un meeting d'aviation admirablement organisé aux environs de Moscou. Plusieurs centaines de milliers de spectateurs étaient là. Au début du meeting on a vu s'élever dans les airs de nombreux aérostats portant en-dessous d'énormes portraits de Lénine, Staline, de tous les commissaires du peuple. On avait l'impression que tous les dieux russes montaient au ciel. En France, si on avait fait monter dans les airs le président Lebrun ou Maurice Chevalier, la foule aurait applaudi, sifflé ou se serait esclaffée (comme vous-mêmes en ce moment : en tous cas elle aurait réagi. Là-bas, rien de semblable. Pas un geste, pas un signe, pas un applaudissement, pas une réaction : une apathie complète.

Eh bien, quand on comprend l'abîme qui sépare le latin du slave, quand on pense à la structure économique de notre pays et au tempérament français, quand on sait que 50 % de notre population est une population agricole, quand on sait aussi que sur 3.600.000 fermes, 3 millions sont exploitées par leurs propriétaires et leurs familles, quand on pense à tous ces petits rentiers, à tous ces petits commerçants, à tous ces petits artisans qui ne veulent pas être prolétarisés, à tous ces français moyens qui sont la force de notre pays, on ne peut pas croire au succès profond et durable du communisme. Mais nous savons tous qu'une minorité décidée, organisée et armée, peut gouverner un pays par la terreur et c'est pourquoi, si nous ne voulons pas voir la France transformée en caserne ou en prison, nous ne devons pas avoir une attitude d'abstention et de lâcheté ; non,

tous les Français anti-marxistes, épris à la fois de patriotisme et de justice sociale, doivent se grouper, se serrer chaleureusement les coudes et ne pas hésiter à se compromettre pour montrer leur force. Il ne faut pas suivre l'avis de ceux qui m'ont dit avant cette réunion : « Ne prenez pas la parole en public, vous risquez, en cas de putsch révolutionnaire, d'être arrêté et fusillé ». Je leur ai répondu : « Une idée, une cause n'est vraiment juste, belle, grande et noble que si on est prêt à mourir pour elle ». Oh, je ne vous demande pas d'aller aussi loin, vous ne le pouvez pas, vous ne le devez pas, mais ce que je vous demande de toute mon âme de français, c'est d'être d'ardents, d'actifs propagandistes de nos idées, c'est de nous aider dans la croisade que nous allons entreprendre dans la banlieue dite rouge, c'est d'adhérer, non à un parti source de division supplémentaire, mais à un mouvement d'idées, à un mouvement de propagande, à un mouvement tenant compte du réel mais marchant vers l'idéal, au mouvement socialiste-monarchique, au souffle assez puissant et vivifiant pour balayer tout ce qu'il y a de malsain et de pourri sur la terre de nos pères, pour purifier l'air et régénérer la France. (1)

(1) Le « Mouvement Socialiste-Monarchique » est régulièrement constitué depuis le 17 décembre 1944. Son siège social est à Paris (9^e), 24, rue Pierre-Sémart (ex-rue Baudin), 3^e étage. - Tél. : Trudaine 85-71.

